

FIN DU TRAVAIL, VICTOIRE DU CAPITAL, Travail, production, redistribution.

Mesdames, Messieurs, Citoyens, Citoyennes, Cher(e)s Camarades,
Je trouve que nous sommes injustes envers les décisions de notre Président de la République et de son gouvernement !

En effet, dans une récente déclaration reprise par un quotidien, Muriel Pénicaud, Ministre du Travail ne déclare-t-elle pas solennellement : « L'émancipation par le travail est notre projet de société » ! De quoi nous plaignons-nous ? Ne devrions-nous pas plutôt nous réjouir !??

Je vous rassure : outre le fait que je suis en politique d'un naturel méfiant, je constate, que la propension de ce gouvernement à employer certaines expressions dans le sens contraire de leur sens originel ne peut que susciter le doute !

Alors : fin du travail ? Certainement pas.

En revanche, intéressons-nous plutôt à ce que souhaitent aujourd'hui les travailleurs-producteurs contemporains et, notamment français à travers le travail ?

J'y voit pour ma part 3 aspirations essentielles qui n'ont rien d'original :

1- Pouvoir tous subvenir à leurs besoins primaires, à savoir manger, se vêtir, dormir sous un toit de façon pérenne, accéder à l'éducation publique initiale... c'est loin d'être le cas pour beaucoup dans le monde !

2 – pouvoir se projeter dans un avenir à moyen terme, sans crainte du lendemain, par un besoin légitime de sécurité , notamment pour pouvoir « fonder une famille », comme on disait .

3- Enfin, « un luxe ? », pouvoir si possible, réaliser ses aspirations dans le travail, ou bien pouvoir exercer un travail « alimentaire », permettant de vivre en parallèle un projet librement choisi, sportif, artistique, culturel, associatif, familial, syndical ou politique...avec, dans les deux cas, des conditions de travail correctes.

Or, ces conditions sont loin d'être réalisées dans le monde et, notamment, en France où la norme qui est proposée, notamment à la jeunesse, est celle des start-up, de l'ubérisation, du travail temporaire et du travail à temps partiel... soit la précarité institutionnalisée ! Non que ces nouvelles approches ne soient pas intégrables dans l'économie moderne, mais tout et autant qu'elles ne constituent ni une norme, ni un passage obligé, pour une majorité de jeunes : en l'occurrence, il y a loin de la coupe aux lèvres !

Victoire du capital ?

« J'ai fait un rêve » : la gauche gagne les élections ! Que fait-elle ?

Au préalable, rassembler la gauche suppose de concevoir ensemble une rupture avec le système gouvernemental en vigueur !

Il s'agit cependant d'être suffisamment lucide pour comprendre que le caractère tardif de la prise de conscience du système mortifère qui s'est mis en place, a entraîné une réduction drastique des marges de manœuvre et qu'il faudra batailler ferme pour les rétablir en interne et en externe !

4 orientations essentielles semblent prioritaires :

1- Assurer la base d'un changement essentiel dans le fonctionnement du système européen, à savoir : lutter pour une harmonisation fiscale en lien avec de réelles mesures communes contre les « paradis fiscaux ». Dans un contexte de guerre économique USA, Russie, Chine et Europe, pas facile j'en conviens, avec en plus le poids des lobbies et de leurs affidés à la Commission européenne et ailleurs !

2- Reconquérir et refonder nos services publics et entreprises nationales, mis à mal depuis bientôt 40 ans ! Et le faire sur des bases réellement concertées.

3- poursuite de l'aide aux entreprises, mais adaptées à leurs besoins réels notamment en matière de créations d'emplois, particulièrement pour les PME et surtout assorties d'un contrôle « a posteriori » de leur utilisation contractuelle réelle. Avoir en vue également un rôle de l'État dans la reconquête industrielle autre que la soumission aux groupes transnationaux, le tout dans le cadre d'un droit du travail refondé et débarrassé de son lot de restrictions et de permissions en faveur du patronat. Le Code du travail y perdra réellement en épaisseur... !

4- Remise à plat de notre système de protection sociale et particulièrement du rétablissement d'un mode de cotisations sociales adapté aux capacités objectives des entreprises concernées. Notamment par la limitation des exonérations aux seules entreprises à but réellement non-lucratif (associations d'insertion au sens large par exemple) et remise à plat du recours direct ou indirect à l'impôt.

L'objectif étant là encore, une réelle priorité à l'emploi.

En conclusion il s'agit de prendre conscience de l'ampleur de la tâche qui nécessite de rassembler les français à la fois de façon intelligente et concertée.

En tant que partis de gauche, quels que soient nos mérites respectifs et incontestables dans nos luttes d'hier, pour qu'il en soit autrement, le passé ne prêche pas en notre faveur aux yeux des citoyens !

N'entamons pas à notre tour l'antienne de nos caciques européens : «Ah ! comme la politique serait simple s'il n'y avait pas de vote populaire » !

Mais :

- quand un Parti socialiste détenteur de la plupart des leviers de pouvoir en arrive à les perdre tous,
- quand le PCF, malgré quelques succès, reste à un niveau électoral plutôt bas,
- quand le taux d'abstention permet « au grand capital » de prendre le pouvoir politique,
- quand le matraquage médiatique sème quotidiennement (et souvent subtilement) le mensonge et la confusion,

Nous devons prendre la mesure de nos responsabilités et travailler à regrouper nos forces sur des bases claires et pour un projet politique cohérent.